

CAMPAGNE

Retour vers le futur

Il est des campagnes qui ont laissé leur empreinte à la Ligue. De belles initiatives qui par leur originalité et leur vision permettent de comprendre certaines orientations d'aujourd'hui. C'est le cas de « Vivre en ville » lancée en 1971. Cette grande campagne de mobilisation est d'abord une intuition : l'intuition qu'un mouvement d'éducation populaire doit se préoccuper des nouvelles formes de « vivre ensemble », devenues essentiellement urbaines.

La France des années 70 s'est nettement urbanisée : à peine majoritaires en 1945, les villes rassemblent désormais 77 % de la population. Accélération de l'exode rural, urbanisation rapide caractérisée par la croissance des banlieues, c'est dans ce contexte que « Vivre en ville » est lancée un an après « Bourges 70 ». Cette opération, qui a rassemblé 1 200 jeunes de 69 fédérations, avait l'ambition d'animer une ville de 80 000 habitants pendant quatre jours. Une gageure. Les animateurs constatent alors, qu'en milieu urbain, les difficultés voire l'absence de relations humaines dans les grandes agglomérations sont un obstacle sérieux pour leur action.

« RENDRE LA VILLE AUX CITOYENS »

« Il y avait là un vaste chantier pour une action éducative et culturelle militante. L'animation socioculturelle apparaît comme une méthode bien adaptée : il s'agit de profiter de cette évolution urbaine pour la tirer vers les valeurs humanistes chères à la Ligue et redéployer sa mission d'éducation, de culture, de formation du citoyen » résume Michel Morineau, adjoint du service Animation du confédéral à l'époque. Cette période est aussi celle où la France entre dans le marasme économique (entrecoupé de reprises certes) et où la question sociale devient de plus en plus visible et préoccupante : l'immigration, les discriminations, la relégation, la pauvreté, les inégalités sont des réalités qui prennent un autre visage « au sein des cités ».

Parallèlement, le constat est fait que la Ligue est encore très majoritairement rurale dans ses composantes militantes, dans ses associations et même dans sa manière de penser l'action. Pour Michel Morineau, « penser la diversité était alors une pensée urbaine ». La Ligue perd des adhérents en milieu rural qu'elle ne retrouve pas en milieu urbain. Quant à ses associations dans les grands centres urbains, si

elles sont souvent importantes en adhérents et en activités, elles ne pèsent guère dans les enjeux locaux dès qu'il s'agit d'intervenir sur les problématiques (éducatives, culturelles, sociales, économiques...) du développement des territoires urbains. Le déphasage – du moins analysé comme tel – entre un monde en voie d'urbanisation totale et une Ligue encore enracinée dans sa tradition rurale saute aux yeux des militants. Rien de tel qu'une « campagne » pour provoquer les évolutions vitales à la survie de l'institution.

La communication de la campagne est alors portée par la réalisation et l'édition d'une belle affiche commandée à Jean-Michel Folon¹ et d'un reportage photos réalisé par Jacques Windenberger² qui fait l'objet d'un coffret de quelques centaines de diapositives destinées à être projetées en continu dans de petites assemblées et à faire réagir les gens sur leurs conditions de vie.

FORMER LES ANIMATEURS DES VILLES

À partir des années 70, la première génération d'animateurs professionnels arrive à la Ligue. Il faut donc les former aux enjeux des « questions urbaines ». L'information est traitée par l'édition d'une série de dossiers techniques : la législation organisant l'aménagement du territoire urbain, les équipements socioculturels en ville, plusieurs articles dans *Pourquoi ?* et dans *Les Cahiers de l'éducation permanente*³, filmographie, etc.

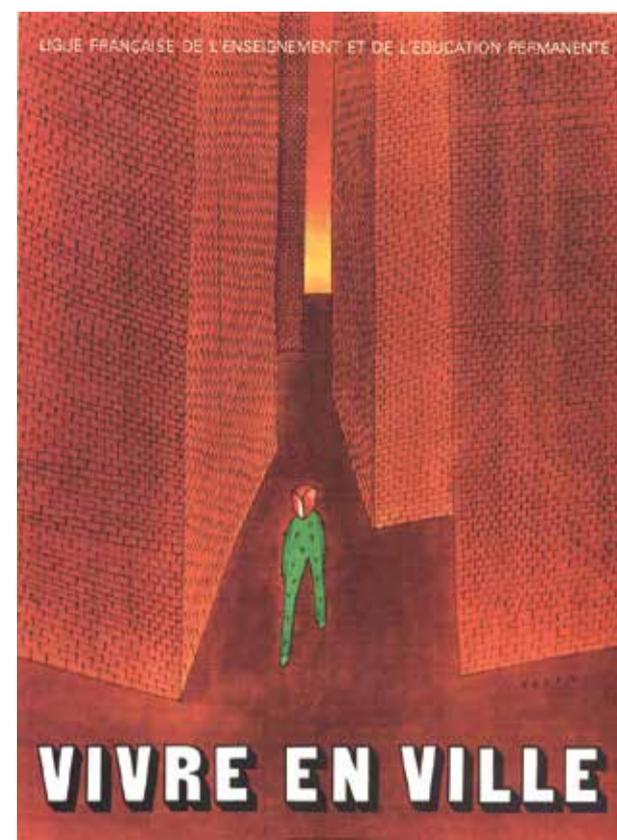
La formation des militants repose, elle, sur un ambitieux programme de stages conventionnés. Monique Lasserre, responsable du pôle Formation au confédéral de 1971 à 1984 parle d'une double volonté : celle du confédéral « de peser plus sur l'évolution de la société en général et, en parallèle, celle des fédérations de développer une politique culturelle dans un département ». Cette formation fit l'objet de la première convention signée

avec une Université, celle d'Aix-Marseille, et entraînera par la suite des partenariats avec d'autres Universités. Elle concerna pas loin d'une centaine de cadres fédéraux et s'étala sur plusieurs années jusqu'en 1975 à raison de deux ou trois stages d'une semaine par an. La problématique de cette formation très centrée au départ sur la campagne et les questions urbaines évolua ensuite vers une problématique d'avantage « formation de militants de la Ligue » et préfigura en quelque sorte la politique de formation professionnelle des cadres de la Ligue qui fut mise sur pied dans la deuxième moitié de la décennie⁴. Pour Monique Lasserre, si la formation « Vivre en ville » a été comprise théoriquement, elle a eu du mal à se traduire sur le terrain. « La relation pensée/réflexion et l'évolution de la pratique de terrain ne s'est pas faite. » L'autre « erreur a sans doute été de croire que seule une pensée politique mobiliserait. Face à des gens qui veulent se loger dans des HLM, c'était difficilement entendable ».

« Vivre en ville » avait également comme objectif d'affirmer UNE identité Ligue et d'éprouver autour d'un projet une vraie coopération voire une mutualisation des initiatives, prouvant du même coup leur efficacité pour traduire des orientations en actions. « Pour la première fois depuis des années, on essaya de mettre tout le monde au diapason, de faire cause commune, de se coordonner » se souvient Michel Morineau.

DE PARTENAIRES À PRESTATAIRES

Les années 70, ce sont aussi les années où la Ligue revisite ses principes fondateurs et où la notion d'animation socioculturelle va remplacer celle d'éducation populaire. Il ne s'agit plus d'éduquer mais d'animer, de permettre aux habitants d'un territoire de s'organiser eux-mêmes pour prendre en charge l'analyse des besoins de leur milieu et la mise en œuvre de réponses adéquates.



Pour Monique Lasserre « ce qui était pensé historiquement étant devenu une participation nécessaire au développement d'une politique publique, on s'est fait dépassé par les enjeux locaux ». Michel Morineau l'analyse ainsi : « Alors que l'animation socioculturelle était une méthode, elle devient une doctrine. »

Le programme adopté en 1975 au Congrès de Nîmes concrétisait une orientation qui s'appuyait sur le partenariat associations/municipalités « pour une politique laïque et démocratique d'animation socioculturelle » complétant la perspective d'un grand service public⁵, à gestion tripartite (État-collectivités-associations). Au niveau local, le Colodescu (conseil local de développement social et culturel) a bien tenté de traduire en actes cette orientation mais dans les faits, la Ligue entre dans une phase de gestion d'activités. Sur le plan politique, « Vivre en ville » a amorcé une vague de consultations sur les limites de son action dans une période très idéologiquement marquée. Cela aboutira à la position du Congrès de Nîmes et à l'adhésion de la Ligue au projet socialiste⁶.

Avec les élections municipales de 1977, de nombreux responsables associatifs prennent des responsabilités électives. Ils vont favoriser la prise en compte des activités socioculturelles mais ils le feront le plus souvent directement. Les associations locales se videront ainsi de leurs meilleurs militants et on assistera à la municipalisation de nombreuses activités. Le nombre d'associations adhérentes se développe mais essentiellement pour des prestations de service et pour les activités sportives ou de vacances.

Dans son rapport du Congrès de Nîmes en 1975, Paul Fahy, secrétaire général, fait le bilan des expériences conduites : « Pour rendre la ville aux citoyens, pour décentraliser le pouvoir urbain dans certains domaines, très vite s'est posé le problème des limites de l'action d'un mouvement social et culturel à perspectives démocratiques (...). Les thèmes de départ englobant tous les problèmes inhérents à la ville : habiter en ville, y travailler, s'y déplacer, y avoir des loisirs sont jugés trop ambitieux pour une action généralisée. » La campagne sera arrêtée en 1976. Si elle n'a pas été totalement concluante, elle a toutefois amorcé à la Ligue une autre conception de l'action culturelle (travail sur les identités, les langues, les cultures) qui verra le jour un peu plus tard et qui débouchera dans les années 80 sur une mission nationale d'action culturelle.

• Ariane Ioannides

1. J.-M. Folon est un aquarelliste, peintre, graveur et sculpteur belge (mort en 2005).
2. J. Windenberger est un photographe français. Dès les années 60, il fait le choix de la photographie documentaire.
3. *Les Cahiers de l'éducation permanente*, « Des militants dans l'animation » de Guy Gauthier et Claude Sageot, Ed. Broché, 1977.
4. La loi de 1971 sur la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente marque une date importante. La Ligue considère que c'est une voie à explorer et souhaite réfléchir à sa place et son rôle dans la formation professionnelle des salariés.
5. Le SPULEN (Service public unifié laïque de l'éducation nationale) qui serait chargé à la fois de l'éducation initiale, de la formation professionnelle et de l'éducation populaire ne verra jamais le jour en dépit de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.
6. Le document sur les grandes évolutions de la Ligue après 68 à partir de ses questions de Congrès est disponible sur blogcom.laligue.org